

La CEA dirige le débat sur la réforme de la politique foncière en Zambie

Lusaka, Zambie le 10 mars 2014 (CEA) - La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en partenariat avec le gouvernement zambien a réuni divers intervenants pour débattre d'une voie à suivre pour la finalisation et l'adoption d'un cadre national sur la politique foncière.

A l'ouverture officielle de la réunion consultative multipartite qui s'est tenue à Lusaka, Zambie les 6 et 7 mars 2014, le Ministre en charge des terres, des ressources naturelles et de la protection de l'environnement, de la République de Zambie, Harry

Kalaba, a déclaré qu'une politique foncière nationale est attendue depuis longtemps; une feuille de route est donc urgente pour finaliser la politique foncière dont le processus avait été bloqué depuis près d'une décennie.

Il dit que le gouvernement zambien s'était engagé à adopter une politique foncière conformément à la Déclaration de l'Union africaine sur les questions foncières adoptée par les chefs d'État en 2009 en Libye. Il réitère: «La Zambie, apparaît dans cette déclaration et fait des progrès pour développer une politique foncière afin de s'assurer que le foncier joue son rôle important dans le développement national».

Kalaba a loué les efforts de l'Initiative sur la politique foncière tripartite de la CEA, de l'Union africaine et de la Banque africaine de développement et d'autres partenaires pour leur soutien et a appelé à des experts sur les questions foncières pour faire part des enseignements que la Zambie pourrait tirer comme elle cherche à résoudre les problèmes liés entre autres à l'insécurité du régime foncier coutumier, au déplacement des populations de leurs terres, à la transparence dans l'administration foncière et l'inégalité dans l'accès et la répartition des terres.

Entre temps, le Directeur du Bureau sous-régional de l'Afrique australe de la CEA, Said Adejumobi



affirme que le foncier est un atout fondamental et la base principale de subsistance pour la majorité des Zambiens et des Africains. Il dit que la part importante du revenu, l'emploi et les recettes d'exportation ont été tirées de la production agricole et d'autres activités relatives au foncier, comme l'exploitation minière, forestière et le tourisme.

Adejumobi déclare: «La Terre en Afrique a une plus grande importance pour nous que l'économie; elle a une signification sociale, spirituelle, politique et culturelle étant donné que c'est une source d'identité et de pouvoir dans la plupart de nos sociétés».

Il dit que la Zambie dont la majorité des terres est gérée sous les systèmes fonciers coutumiers, fait face aux défis d'allier les systèmes de gouvernance coutumiers et statutaires. Nous croyons qu'en nous appuyant sur le cadre et les lignes directrices sur la politique foncière en Afrique, ainsi que les enseignements tirés d'autres parties du continent et du monde, la Zambie sera en mesure de relever ces défis dans le cadre du développement d'une politique foncière globale.

Adejumobi a appelé à un dialogue de réflexion et franc avec une tolérance et une compréhension entre les principales parties prenantes nationales sur les réformes foncières dans le pays, en n'ignorant pas les points de vue régionaux et internationaux qui pourraient définir l'expérience zambienne sans avoir à réinventer la roue dans plusieurs domaines.

La réunion consultative multipartite sur la politique foncière a été organisée dans le cadre de l'Initiative sur la politique foncière (LPI). La CEA par l'Initiative sur la politique foncière et en collaboration avec d'autres partenaires, dont la FAO, ONU-Habitat, le FIDA, la Banque mondiale travaillent ensemble pour renforcer et mettre en place une plate-forme inclusive et participative pour l'engagement de toutes les parties prenantes chargées du foncier en utilisant le cadre et les lignes directrices de l'UA sur les politiques foncières en Afrique et les lignes directrices volontaires sur le régime foncier, la pêche et les forêts.

Publié par:

La Section des communications extérieures et des relations avec les médias

Commission économique pour l'Afrique

BP 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél. +251 11 551 5826

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org [1]

www.uneca.org [2]

Source URL: <http://www.uneca.org/fr/media-centre/stories/la-cea-dirige-le-debat-sur-la-reforme-de-la-politique-fonciere-en-zambie>

Links:

[1] <http://www.uneca.org/fr/contact/ecainfo/uneca/org>

[2] <http://www.uneca.org>